

En Algérie, la contestation résiste aux manœuvres du pouvoir

ANALYSE

Elles sont spectaculaires. Inimaginables même il y a encore trois mois, tant ces hommes semblaient intouchables. Les arrestations, samedi 4 mai, de Saïd Bouteflika, frère cadet de l'ancien chef d'Etat, devenu au fil du temps président de l'ombre ; du général de corps d'armée à la retraite Mohamed Mediène, dit « Toufik », puissant patron des services de renseignement jusqu'en septembre 2015 ; et du général à la retraite Athmane Tartag, dit « Bachir », son ancien adjoint et successeur, ont été un coup de tonnerre en Algérie. La mise en cause de ces trois puissants personnages peut apparaître comme un gage supplémentaire donné au mouvement de protestation qui milite pour un changement de régime. Il en faudra toutefois bien plus pour calmer la contestation.

Depuis le déclenchement des manifestations, le 22 février, les protestataires n'ont en effet jamais dévié de leur objectif, malgré toutes les pressions du pouvoir. Il y a eu les tentatives de désamorçage de la crise – les discours lus au nom d'Abdelaziz Bouteflika, promettant de grandes réformes, puis les manœuvres de son entourage pour ménager le départ du président. Il y a ensuite eu les mises en garde anxieuses du gouvernement et de l'armée, évoquant le spectre du chaos et du complot ourdi de l'étranger.

A chaque fois, les manifestants ont répondu de la même façon : en sortant dans les rues de façon massive et pacifique le ven-

dredi, à Alger et à travers tout le pays. Vendredi 3 mai, jour de la onzième mobilisation, les slogans ont particulièrement visé le chef d'état-major, Ahmed Gaïd Salah. Personne n'oublie que le chef de l'armée, devenu la voix du régime depuis la démission d'Abdelaziz Bouteflika, a été un pilier du système depuis sa nomination à ce poste, en 2004. Ni qu'il a soutenu tous les mandats de l'ex-chef de l'Etat, y compris les plus contestés en avril 2014 et sa tentative de réélection de 2019, alors que le président était incontestablement incapable d'exercer ses fonctions.

Ahmed Gaïd Salah ne ménage pourtant aucun effort pour se positionner en garant de la révolution. Le nouvel homme fort de l'Algérie a multiplié les discours promettant la protection des citoyens et le respect de la légalité. « *Un dialogue constructif avec les institutions de l'Etat (...) est l'unique moyen de sortir de la crise* », tandis que l'armée « *œuvre en permanence pour éviter au pays de tomber dans le piège de la violence et les tragédies qui pourraient en résulter* », a-t-il encore expliqué lors d'une de ses dernières interventions.

Ces dernières semaines, ce sont les arrestations d'hommes d'affaires qui ont fait la « une », après que le chef d'état-major a appelé à accélérer la lutte contre la corruption. Ali Haddad, ex-dirigeant du FCE, la principale organisation patronale, qui a bâti le premier groupe de BIT du pays ; les frères Kouninef, un empire allant des travaux publics au forage pétrolier, en passant par l'agroalimentaire et la téléphonie mobile ; mais aussi Is-

sad Rebrab, fondateur de Cevital, premier groupe privé, pourtant en conflit avec le clan présidentiel. Certains sont des figures honnies de la période Bouteflika, accusées d'avoir amassé leur fortune grâce aux commandes d'Etat et à la rente des hydrocarbures. Mais là encore, les tentatives du chef d'état-major pour se positionner en protecteur d'une transition populaire ont échoué.

Un mouvement sans leader

Aux yeux d'une partie des manifestants, les mesures prises ressemblent davantage à des règlements de comptes et à une tentative de donner des gages à la rue qu'à un réel changement. A chaque fois, la proposition officielle est de changer les hommes, pas les règles du jeu. Le premier ministre Ahmed Ouyahia est contesté ? Un nouveau gouvernement est nommé, dirigé par l'ancien ministre de l'intérieur Noureddine Bedoui. Le président Bouteflika démissionne ? Il est remplacé par Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation (Sénat) et fidèle

de l'ancien chef d'Etat. Les élections n'ont pas pu se tenir en avril ? Elles auront lieu le 4 juillet, organisées par les mêmes réseaux, les mêmes personnes, avec les mêmes candidats et les mêmes opposants.

Les arrestations de Saïd Bouteflika et des deux anciens responsables des services secrets ne font pas exception à la règle. Elles auront certainement contenté un moment une partie de l'opinion habituée à l'impunité de l'élite. Les images des trois hommes arri-

vant au tribunal, diffusées par la télévision publique, ont impressionné. Mais elles ont là encore des airs de reprécipitation : tous trois sont accusés d'avoir voulu orienter la transition à leur guise et écarter le chef d'état-major. Ils ne sont d'ailleurs pas poursuivis pour d'éventuels abus commis pendant la présidence Bouteflika mais pour « *atteinte à l'autorité de l'armée* » et « *complot contre l'autorité de l'Etat* ».

L'essentiel est ailleurs. Les manifestants demandent une transition organisée par des personnalités indépendantes et des structures ad hoc, permettant d'imaginer que cette fois, les dés des scrutins ne seront pas pipés. Le mouvement sait qu'il lui faut pour cela du temps, afin de permettre à des porte-parole d'émerger. Jusqu'ici, cette absence de leaders a renforcé le mouvement, limitant notamment la possibilité pour le pouvoir de réprimer ou d'employer les vieilles méthodes de division-cooptation des opposants. Mais c'est aussi son point faible. L'absence de représentants l'empêche de se structurer et de négocier avec le régime.

La semaine dernière, le général Ahmed Gaïd Salah a encore une fois apporté une fin de non-recevoir à ces revendications, expliquant que la tenue de l'élection présidentielle le 4 juillet était la « *solution idéale* » à la crise actuelle. Le patron de l'armée ne veut rien céder sur le fond. Le bras de fer est loin d'être terminé. ■

CHARLOTTE BOZONNET
(« LE MONDE AFRIQUE »)

POUR UNE PARTIE
DES MANIFESTANTS,
LES MESURES
RESSEMBLENT
DAVANTAGE À UNE
TENTATIVE DE
DONNER DES GAGES
À LA RUE
QU'À UN RÉEL
CHANGEMENT